

L'économie de la Polynésie française en 2013 Une année de transition en attendant la reprise ?

L'économie polynésienne, toujours fragile et sans véritable souffle, n'a pu retrouver en 2013 le chemin de la croissance. L'élection au printemps d'une nouvelle majorité stable à la tête du territoire et les premières mesures de redressement financier qui ont été prises auront cependant permis un retour limité de la confiance. Le climat des affaires s'améliore et l'investissement se redresse, mais ils restent tous deux à des niveaux encore insuffisants pour relancer l'activité. Les ménages, durement affectés par les années de crise et les difficultés persistantes du marché du travail, n'ont pas retrouvé le chemin de la consommation, restée atone en dépit d'une inflation modérée.

Le bilan est contrasté dans le BTP, tandis que le commerce déplore une baisse de son courant d'affaires. En revanche, l'activité du tourisme s'améliore progressivement et la perliculture retrouve le succès à l'exportation.

Le secteur bancaire polynésien continue de subir les effets de l'absence de ressort économique : la collecte de dépôts et l'activité de crédit se réduisent. La sinistralité reste importante mais maîtrisée.

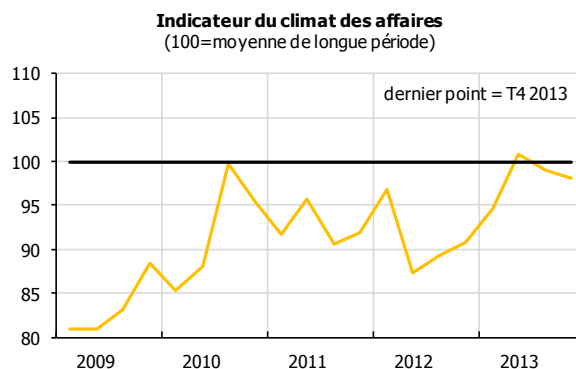
LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE RESTE DÉPRIMÉ

Net rebond du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est sensiblement amélioré en 2013 (+7 points), en particulier au premier semestre.

Le regain d'optimisme affiché par les entrepreneurs s'est toutefois estompé en fin d'année, dans un contexte sans orientation franche : l'ICA se replie légèrement, mais demeure à un niveau proche de sa moyenne de longue période.

Les chefs d'entreprise, à l'affût de mesures de relance immédiate, demeurent prudents et attentistes, en particulier dans les secteurs de la construction et du commerce.



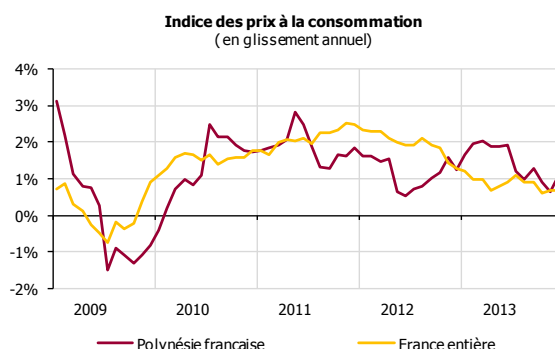
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Faible hausse des prix

La hausse des prix est restée faible en 2013. Elle est en moyenne de 1,4 % et s'établit à +1,1 % en fin d'année, un rythme comparable à celui de 2012 (+1,2 %).

Les prix des services (+2,5 %) et de l'alimentation (+1,8 %) sont en hausse alors que ceux des produits manufacturés reculent de 1,1 %.

La hausse des tarifs du transport aérien (+8,8 % sur un an, soit la plus forte augmentation depuis 2008), explique près de la moitié de l'inflation annuelle. Hors transport aérien international, l'indice est en légère progression (+0,5 % sur un an).



Sources : ISPF, INSEE

Le marché du travail est toujours sous tension

L'emploi salarié se contracte en 2013 pour la cinquième année consécutive. Sur un an, la baisse (-1,0 %) est toutefois moins importante que celle observée en moyenne ces cinq dernières années (-2,7 %).

Sur les trois premiers trimestres de l'année, la contraction de l'activité se traduit par 1 300 destructions nettes d'emploi, dont 400 dans l'administration, où la réduction des effectifs se poursuit. Dans le privé, les secteurs les plus touchés sont le commerce (-500 emplois, soit -5,3 % sur un an) et la construction (-100 emplois, soit -2,3 %).

Le taux de chômage mesuré par le recensement a presque doublé en cinq ans, passant selon l'ISPF de 11,7 % en 2007 à 21,8 % en 2012.

La consommation des ménages reste en retrait

Dans ce contexte peu favorable, la consommation des ménages manque de vigueur.

Les importations de biens de consommation courante (-1,1 %), de produits alimentaires (-2,8 %) et les immatriculations de voitures de tourisme neuves (-5,4 %) sont en repli, alors que les professionnels du secteur du commerce font état d'une activité dégradée tout au long de l'année.

Parallèlement, les encours de crédits à la consommation sont en léger retrait (-1,5 % en glissement annuel).

L'investissement se redresse

L'investissement privé connaît en revanche une reprise significative : les importations de biens d'équipement (+15,4 %) et l'encours des crédits d'investissement des entreprises (+2,5 %) progressent grâce à quelques opérations d'envergure et les immatriculations de véhicules utilitaires enregistrent un net rebond (+8,2 %).

Bénéficiant de taux d'intérêt favorables, les crédits à l'habitat poursuivent leur évolution à la hausse (+1,5 % sur un an, après +2,1 % en 2012). L'investissement immobilier des ménages est toutefois moins dynamique que les années précédentes : la production locale de nouveaux crédits s'élève en 2013 à 20 milliards de F CFP, contre 21,6 milliards en 2012.

Les intentions d'investissement, dans l'ensemble mieux orientées, restent cependant défavorables fin 2013, sans toutefois atteindre les niveaux très bas de ces dernières années.

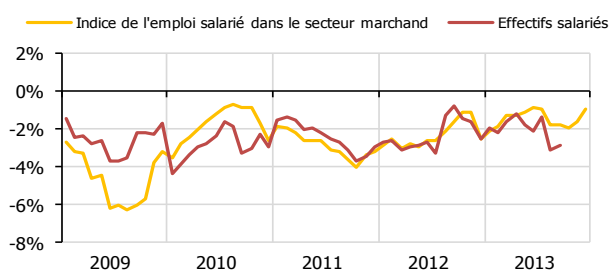
Le déficit commercial se creuse avec la hausse des importations

Les importations progressent modestement (+1,9 % à 161,5 milliards de F CFP), tirées en fin d'année par les biens d'équipement (+15,4 %), suite à l'achat d'un nouvel avion par la compagnie aérienne régionale Air Tahiti et l'arrivée d'un navire assurant la desserte de Moorea (l'*Aremiti Ferry 2*). Hors biens d'équipement, les importations sont en léger recul (-0,7 %), en particuliers celles destinées aux ménages (-1,6 %).

Les exportations locales sont en revanche en légère hausse (+0,4 % à 11,9 milliards de F CFP), grâce à l'augmentation de 11 % des recettes de perles brutes, qui compense le net repli enregistré sur les autres produits d'exportations (poissons, noni, coprah, nacre).

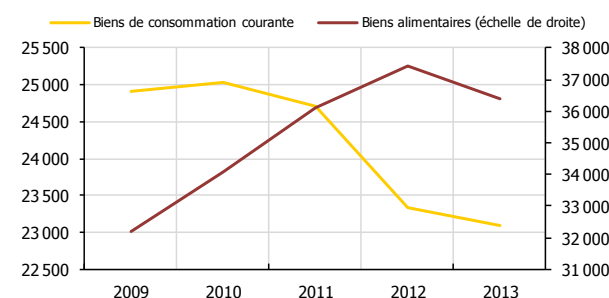
Au final, le déficit de la balance commerciale se creuse à nouveau, à 150 milliards de F CFP (après 146 milliards en 2012).

Évolution de l'emploi salarié
(en glissement annuel)



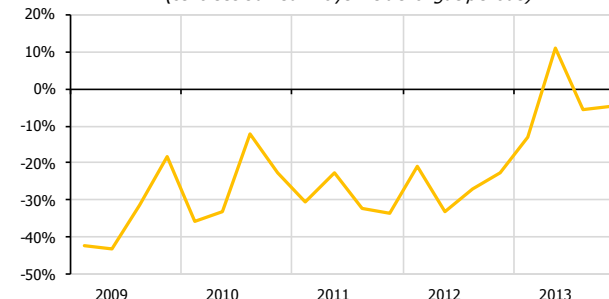
Sources : CPS, ISPF

Importations de biens destinés aux ménages
(en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes

Prévisions d'investissement à un an
(centrées sur leur moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Commerce extérieur
(en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes

UNE ANNÉE CONTRASTÉE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

La perle et la vanille échappent au net recul du secteur primaire

Après plusieurs années difficiles, le secteur pericole connaît une reprise en 2013, amplifiée par le succès des ventes aux enchères organisée par le Groupement d'intérêt économique (GIE) Poe o Rikitea. Les recettes d'exportations de perles brutes sont en hausse de 11 %, grâce à l'augmentation de 16 % du prix moyen au gramme, passé de 491 F CFP en 2012 à 568 F CFP en 2013. En parallèle, les exportations de vanille, dont le volume se stabilise à 17,5 tonnes, progressent de 5 % à 316 millions F CFP.

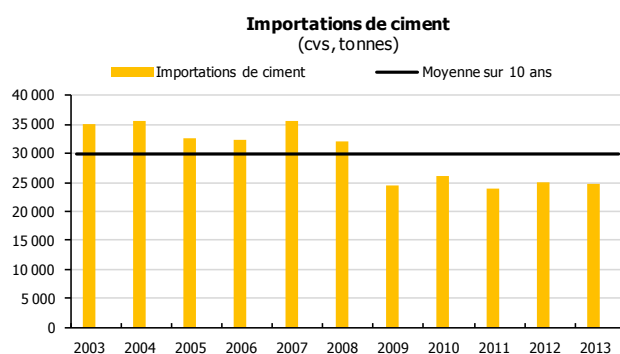
A *contrario*, la production de coprah et les exportations de poissons et de monoï diminuent respectivement de 20 %, 31 % et 29 %, signe des profondes difficultés de structuration de plusieurs filières du secteur.

Les difficultés persistent dans le BTP

La situation dans le BTP demeure difficile, malgré un léger mieux en fin d'année.

La consommation de ciment reste stable, mais se situe nettement en deçà de la moyenne des dix dernières années (-18 %). Le secteur reste marqué par des difficultés de trésorerie liées à l'allongement des délais de paiement de la clientèle, ainsi que par la faible activité de la branche bâtiment pénalisée par un nombre insuffisant de mise en chantier, en particulier dans le logement social.

L'activité de la branche travaux publics se redresse en revanche au second semestre grâce à des travaux routiers d'importance (construction d'un Tunnel à Punaauia, aménagement d'un axe de circulation de 2 fois 2 voies à l'entrée Est de Papeete), mais l'augmentation des dépenses liquidées reste à ce stade insuffisante pour soulager la filière.



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

L'agroalimentaire et le commerce souffrent de l'atonie de la consommation

L'activité des industries agroalimentaires, pénalisée par la faiblesse de la consommation des ménages, évolue défavorablement : la production d'huile de coprah chute de 13 % en volume à 6 100 tonnes, et les exportations de produits agroalimentaires sont de nouveau mal orientées (-15 % en volume) avec la baisse des ventes de purée et jus de noni (-28 %), d'huile de coprah (-41 %) ou de monoï (-7 %).

Le commerce pâtit également du repli de la demande des ménages : les professionnels du secteur déplorent un courant d'affaires dégradé tout au long de l'année écoulée et font état de tensions de trésorerie persistantes.

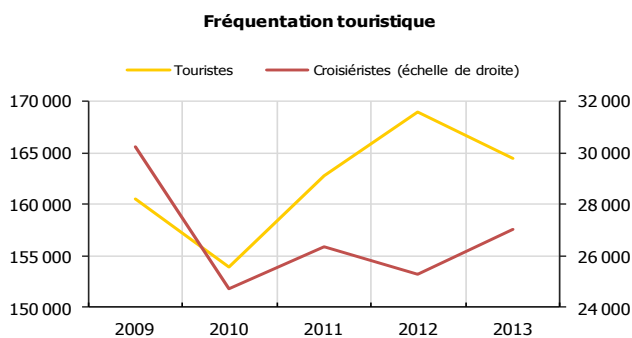


Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

L'activité touristique s'améliore progressivement

L'activité dans le secteur du tourisme reste bien orientée, en dépit d'un léger recul du nombre de touristes (-2,7 %) sur l'année. Le nombre de nuitées payantes progresse (+1,2 %), soutenu par une augmentation de la durée moyenne de séjour (+0,3 jour). Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires du secteur s'inscrit en hausse de 4,7 %.

Le coefficient moyen de remplissage des hôtels s'est ainsi amélioré de 4 points à 61 %, en raison d'une baisse de l'offre hôtelière (-9 %) plus importante que le recul de la fréquentation. Les professionnels font état dans l'ensemble d'une amélioration de leur trésorerie soutenue par une revalorisation des prix de vente.



Source : ISPF

Malgré la bonne tenue du marché américain, le tourisme terrestre perd 4,4 % de ses effectifs, en raison de la forte contraction des arrivées en provenance de France, d'Italie, et des principaux marchés du Pacifique. En revanche, le nombre de croisiéristes progresse de 6,9 %, en lien avec la fréquence accrue des escales de certains bateaux de croisière basés localement.

NOUVEAU TASSEMENT DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

Dans un contexte économique peu porteur, l'activité bancaire s'est de nouveau tassée en 2013. L'encours sain de crédits se contracte pour la deuxième année consécutive et la collecte de dépôts conserve une orientation défavorable.

Léger recul des avoirs des agents économiques

Les dépôts des agents économiques ont diminué de 0,6 % en 2013 (après -2 % en 2012) : la décollecte nette d'épargne atteint 4,2 milliards de F CFP en fin d'année. La contraction des encours est particulièrement sensible pour les entreprises (-4 %), qui ont opéré d'importants retraits sur leurs comptes à terme (-16 %), compensés en partie par des apports de liquidités en comptes à vue (+3,7 %).

En revanche, les actifs des ménages progressent de 3 %, portés par les bonnes performances de l'épargne à long terme (+7 % par exemple pour les plans épargne-logement et +4 % pour les contrats d'assurance-vie). Les dépôts des autres agents poursuivent leur retrait (-23 % en glissement annuel), sous l'influence des sorties de fonds opérés par certains opérateurs institutionnels.

Le financement des entreprises est en retrait

L'encours sain des crédits se contracte pour la deuxième année consécutive (-1,7 % en 2013 après -1,2 % 2012).

Le recul du financement des entreprises (-6,6 %), et plus particulièrement des crédits d'exploitation (-10 %), reflète le faible niveau de l'activité économique. En revanche, les crédits d'investissement progressent légèrement (+2,5 %) grâce à quelques opérations d'envergure dans les domaines de l'énergie, du transport et de la grande distribution.

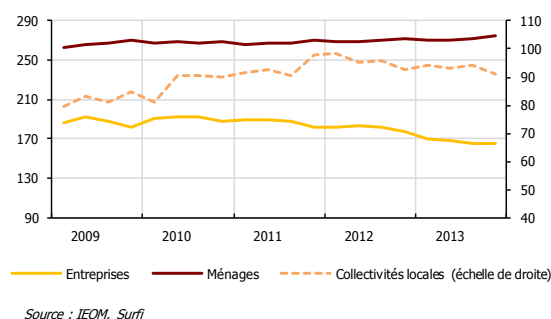
L'encours des crédits aux collectivités locales se replie de 1,9 % sur l'année en lien avec la tombée d'importantes échéances. Seuls les crédits aux ménages progressent (+1 %), la hausse des crédits à l'habitat (+1,5 %) ayant surpassé la baisse des crédits à la consommation (-1,5 %).

La sinistralité reste élevée

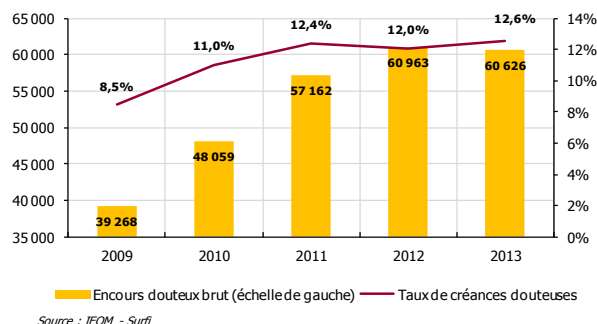
La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux reste stable en 2013, mais la sinistralité demeure à un niveau élevé. Le taux de créances douteuses brutes sur la place bancaire polynésienne s'élève à 12,6 % en fin d'année (+0,6 point), tandis que le taux de provisionnement s'inscrit en hausse de 4,8 points à 59 %.

La hausse à 19,1 % du taux de créances douteuses des entreprises (contre 17,5 % fin 2012) révèle une dégradation de leur capacité de résistance financière après cinq années de crise. Le taux de créances douteuses des ménages connaît une hausse plus diffuse (+0,5 point) et s'établit à 8,3 %.

Encours de crédits sains par agent
(en milliards de FCFP)



Encours douteux bruts des établissements de crédit locaux
(en millions de F CFP et en pourcentage de l'encours brut)



LES PERSPECTIVES 2014 DEMEURENT INCERTAINES

Après plusieurs années de crise, 2013 apparaît comme une année de transition, marquée par l'arrivée à la tête du territoire d'une majorité stable qui lui faisait défaut. Cette stabilité retrouvée, nécessaire au retour de la confiance, aura fait naître les espoirs d'une reprise qui tarde à s'amorcer. Un point d'inflexion se dessine cependant, en particulier sur l'investissement et le climat des affaires, que la mise en œuvre rapide du Plan de relance territorial devrait permettre de renforcer.

En 2014, des perspectives encourageantes de redressement sont posées pour certains secteurs clés de l'économie, tels le BTP au travers des investissements publics d'envergure, ou encore le tourisme avec la mobilisation des acteurs et le renouveau de la croisière. Toutefois l'incertitude demeure sur leur capacité d'amener rapidement à recréer suffisamment d'emplois pour faire refluer le chômage. Pour les mois à venir, le confortement de l'économie polynésienne reste conditionné à la poursuite du redressement des finances du Pays, nécessaire à la reconquête de marges de manœuvres sur la commande publique.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN

Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : 8 avril 2014 – Dépôt légal : avril 2014 – ISSN 1968-6277